**Engagement avec la Délégation de l'Union européenne au Mali**

L’engagement avec une Délégation de l'Union européenne (DUE) est important pour obtenir des informations de première main sur les futurs appels et mieux connaitre les priorités de la DUE dans le pays. Avoir cette information peut aider à anticiper la façon dont nos programmes pourraient s’adapter aux appels, et aussi obtenir plus de temps pour préparer la proposition. Ce document donne des informations et des exemples de questions comme un guide pour préparer une éventuelle rencontre avec la DUE. Soyez conscients que le personnel des DUE n’aime généralement pas que les ONG tentent de vendre leurs projets, vu que l'appel à propositions est censé être un processus compétitif et transparent.

Ce document est organisé en 3 sections: i) les instruments de financement de l'UE qui donnent un aperçu général du financement disponible dans le pays, ii) des exemples de question à poser à la réunion avec la Délégation de l´UE  et iii) des exemples de projets financés par l'UE dans le pays.

**Instruments financiers de l’UE**

L'allocation globale du 11e FED pour le Mali à travers le [Programme Indicatif National](https://ec.europa.eu/europeaid/countries/mali_en) est de M 615 EUR pour la période 2014-2020. Le programme de coopération comprendra trois secteurs de concentration :

**-Reformes de l’Etat et consolidations de l’Etat de droit :** 280 M EUR

**-Développement rural et sécurité alimentaire:** 100 M EUR

**-Education:** 100 M EUR

Ce budget vient du **Fonds européen de développement (FED)** le quel est l'instrument principal de l'aide européenne à la coopération au développement aux États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP). Le FED soutient les actions visant à promouvoir le développement économique et durable, le développement social, la démocratie ainsi que la lutte contre la pauvreté. De manière globale, le FED couvrira la période 2014-2020 avec un budget de 30,5 milliards d'euros qui sera divisé en allocations géographiques et actions thématiques.

Au niveau régional (région de l’Afrique de l’Ouest)[[1]](#footnote-1), l’UE a établi le Programme Indicative Pluriannuel, un programme d’intégration régionale avec un budget de €1,15 milliards d’euros pour la période 2014-2020. Ce programme se concentre sur les secteurs suivants :

1. Paix, sécurité et stabilité régionale (250 m€)
2. Intégration économique régionale et aide au commerce (575 m€)
3. Résilience, sécurité alimentaire et nutritionnelle er ressources naturelles (300 m€)

*N.B. On ne prévoit pas que ce financement régional bénéficie aux organisations de la société civile (OSC).*

**Fonds fiduciaire d’urgence de l'Union européenne pour l’Afrique :**

En 2015, la Commission européenne a lancé un *«fonds fiduciaire d'urgence en faveur de la stabilité et de la lutte contre les causes profondes de la migration irrégulière et du phénomène des personnes déplacées en Afrique»* qui renferme **1,8 milliard d'EUR** issu du budget de l'UE et du Fonds européen de développement (FED).

**Quels types de projets le fonds fiduciaire peut-il financer?**

-Des programmes économiques ouvrant des perspectives d’emploi, en particulier pour les jeunes et les femmes, en mettant l’accent sur la formation professionnelle et la création de petites et microentreprises.

-Des projets soutenant l'offre de services de base pour les populations locales, tels que la sécurité alimentaire et la nutrition, la santé, l’éducation et la protection sociale, ainsi que la durabilité environnementale.

-Des projets visant à améliorer la gestion des migrations, notamment à limiter et à prévenir la migration irrégulière, à accorder des réadmissions et des retours effectifs, à accorder protection internationale et asile, à favoriser la migration et la mobilité légales, ainsi qu'à renforcer les synergies entre migration et développement.

-Des projets visant à améliorer la gouvernance globale, notamment en facilitant la prévention des conflits et le respect de l’état de droit grâce au renforcement des capacités pour favoriser la sécurité et le développement, ainsi que l’application de la loi, y compris en ce qui concerne la gestion des frontières et les aspects liés à la migration.

**Avant votre réunion avec la Délégation, veuillez prendre soin de vérifier que vous avez la dernière information disponible sur le Fond Fiduciaire en cliquant ici:** [Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique](http://ec.europa.eu/europeaid/regions/africa/eu-emergency-trust-fund-africa_en)

**Exemples des questions possibles à poser au cours de la réunion :**

-Engagement de l’UE envers la réalisation des Objectifs de Développent Durable (ODD): En Septembre 2015, l'ONU a lancé un nouveau programme de développement durable qui comprend de nouveaux objectifs et des cibles liées aux droits de l'enfant, par exemple l’Objectif 16.2 "Fin de l’abus, l'exploitation, la traite et toutes les formes de violence contre et la torture des enfants ". Faites référence à votre expertise de la situation des enfants dans le pays, les préoccupations, et des programmes.

**Q**: Comment la DUE va soutenir l’implémentation des ODD en Mali? Est-ce que la DUE va prioriser certains des objectifs liés aux droits de l'enfant?

-**Engagement avec les OSC:** l'UE reconnaît le rôle de la société civile et sa contribution au développement et à la démocratie et souligne la nécessité d'un engagement stratégique avec la société civile au niveau des pays. La feuille de route de l'UE pour l'engagement avec la société civile devrait être un cadre stratégique commun pour l'engagement de la DUE et les États membres avec la société civile au niveau des pays.

**Q.:** Demandez s’il y a prochainement des consultations de la société civile où des ONG peuvent participer et si la DUE envisage la tenue d'un dialogue plus institutionnalisé avec la société civile.

Renseignez-vous auprès de la Délégation de l'UE au sujet de la feuille de route concernant les OSC. Quelles seront les prochaines étapes? Comment des ONG pourrait être impliqué? (Voir ici la [Feuille de route avec la société civile](http://capacity4dev.ec.europa.eu/public-governance-civilsociety/minisite/roadmaps) pour les autre pays africains)

**Questions au sujet des opportunités de financement:**

**Q:** Comment le financement bilatéral pour le Mali va-t-il être mis en œuvre? Est-ce que ce sera à travers d’appels de propositions concurrentiels où les OSC pourraient appliquer?

**Instrument européen pour la démocratie et les droits humain (IEDHR)**

L'IEDDH vise la promotion de la démocratie et des droits humains. Il a une couverture mondiale en dehors de l'UE et peut agir indépendamment du consentement des gouvernements dans les pays concernés.

**Q.** Nous savons par notre bureau à Bruxelles qu'il pourrait y avoir un appel à propositions de Mio 0,9 EUR pour le Mali pour l’année 2016 and un appel de Moi 1 EUR pour l’année 2017. Sur quelles thématiques se concentrèrent-ils ? Quand pourraient-ils être publie?

Pourraient-ils y avoir un objectif lié aux droits de l'enfant? Si non, demandez si la DUE pourrait en considérer un dans cet appel étant donné la situation des droits des enfants dans le pays.

Si oui, vous pouvez mentionner la nouvelle stratégie sur l'égalité de genre qui comprend un objectif pour combattre la violence contre les filles de l’UE. Demandez-lui si les appels OSC-AL comprendront des objectifs liés à cette question? (EU Gender Strategy: <http://europa.eu/rapid/press-release_MEMO-15-5691_en.htm>)

**Programme: Les organisations de la Société civile - Autorités Locales (OSC-AL)**

C’est un programme thématique dans le cadre de **l'Instrument de coopération au développement[[2]](#footnote-2)** qui cherche à accroître l’implication des OSC et LA aux processus de gouvernance et de développement. En vertu de ce programme, les OSC seront soutenues en tant que partenaires dans la promotion du développement social (spécialement pour l'accès des plus vulnérables aux services sociaux), et les parties prenantes dans la promotion de la croissance inclusive et durable.

**Mots clés:** renforcement des capacités des OSC nationales, innovations, services sociaux dans lesquels les autorités locales manquent de capacités, initiatives socio-économiques, création d'emplois, etc.

**Q.** L'objectif du programme CSO-LA sera le renforcement de la contribution des OSC à la gouvernance et processus de développement. Dans ce contexte, vous pourriez demander, comment pensez-vous une ONG axée sur les droits des enfants peut contribuer à cette priorité?

Est-ce que des appels pour soutenir la société civile au développement du pays sont prévus pour cette année ? Si oui, sur quelles thématiques se concentrèrent-ils ? Quand pourraient-ils être publiés?

**Programme d'appui aux organisations de la société civile au Mali (PAOSC II) :** PAOSC est un programme de cofinancement "multi bailleur" soutenu par différentes pays, entre eux, le Danemark, la Suède. Le programme vise à renforcer les OSC maliennes pour une meilleure participation aux processus démocratique, de réforme de l’Etat et de décentralisation et pour mieux jouer leurs rôles d’acteurs de développement et de changement social. En cliquant [ici](http://www.paosc2mali.org/) vous pouvez trouver plus d’info.

**Q.** Renseignez-vous auprès de la Délégation de l'UE au sujet du PAOSC. Comment le financement va-t-il être mis en œuvre? Est-ce que ce sera à travers d’appels de propositions concurrentiels où les OSC pourraient appliquer? Comment pensez-vous une ONG axée sur les droits des enfants peut contribuer aux priorités du PAOSC?

**Exemples de projets soutenus par l’UE au Mali[[3]](#footnote-3):**

Les projets suivants sont des exemples de projets sélectionnés par l’UE, à l'issue de l'Appel à proposition sur l’Instrument européen pour la démocratie et les droits humain (IEDHR) en Juin 2015 dans lequel BOF a participé. En total, 80 projets ont été soumis. En cliquant [ici](http://eeas.europa.eu/delegations/mali/press_corner/all_news/news/2015/20151223_fr.htm), vous pouvez voir le nombre des projets sélectionnés.

**-Protection des droits et de l'amélioration du statut des jeunes filles aide-ménagères mineures de Bamako:** Le projet proposé par l’ONG Kinder recht Afrika (KIRA) et le Groupe de Recherche Action Droits de l’Enfant Mali (GRADEM) a une durée de 36 mois et bénéficie d'une subvention de l'UE de 252 747.70 EUR. Les objectifs principaux de ce projet sont de: i) Promouvoir et soutenir l’application des textes juridiques protégeant les enfants, notamment des abus et pires formes de travail; ii) Offrir un accompagnement qui ouvre des perspectives d’avenir à 150 jeunes femmes aides ménagères (JFAM) victimes de violences et/ou grossesses précoces.

Le projet proposé par KIRA en partenariat avec le GRADEM a une durée de 36 mois (à partir du 1er janvier 2016) et bénéficie d'une subvention de l'Union européenne de 252 747.70 €ur (165.791.370 fcfa) couvrant le 80% des coûts de l'action.

Les objectifs principaux de ce projet sont de:   
- Promouvoir et soutenir l’application des textes juridiques protégeant les enfants, notamment des abus et pires formes de travail;  
- Offrir un accompagnement qui ouvre des perspectives d’avenir à 150 jeunes femmes aides ménagères (JFAM) victimes de violences et/ou grossesses précoces.

Le projet proposé par KIRA en partenariat avec le GRADEM a une durée de 36 mois (à partir du 1er janvier 2016) et bénéficie d'une subvention de l'Union européenne de 252 747.70 €ur (165.791.370 fcfa) couvrant le 80% des coûts de l'action.

Les objectifs principaux de ce projet sont de:   
- Promouvoir et soutenir l’application des textes juridiques protégeant les enfants, notamment des abus et pires formes de travail;  
- Offrir un accompagnement qui ouvre des perspectives d’avenir à 150 jeunes femmes aides ménagères (JFAM) victimes de violences et/ou grossesses précoces.

Le projet proposé par KIRA en partenariat avec le GRADEM a une durée de 36 mois (à partir du 1er janvier 2016) et bénéficie d'une subvention de l'Union européenne de 252 747.70 €ur (165.791.370 fcfa) couvrant le 80% des coûts de l'action.

Les objectifs principaux de ce projet sont de:   
- Promouvoir et soutenir l’application des textes juridiques protégeant les enfants, notamment des abus et pires formes de travail;  
- Offrir un accompagnement qui ouvre des perspectives d’avenir à 150 jeunes femmes aides ménagères (JFAM) victimes de violences et/ou grossesses précoces.

La Chef de Coopération de la Délégation de l'Union européenne au Mali a, dans son allocution, indiqué que la thématique de la protection des femmes et surtout des jeunes femmes est de grande actualité au Mali car le pays reste un des pays parmi les moins avancés dans la reconnaissance des droits des femmes et des mineurs. Cécile Tassin- Pelzer a aussi rappelé que le travail de terrain mené par les ONG via la subvention octroyée par la Délégation de l'UE sera accompagné par une action incisive de plaidoyer de son institution vers les décideurs et le Gouvernement malien afin d'assurer l'engagement constant du Mali dans la promotion des droits des femmes et des mineurs contre les pires formes de travail et de soumission.

**-Jeunesse et pouvoir d'agir** : Le projet a pour objectif principal de contribuer au renforcement de la paix et de la stabilité du processus démocratique à travers la promotion de la citoyenneté active et du "vivre ensemble" porté par les jeunes générations maliennes. Initié par le Consortium CCFD, ACORD, AZHAR et GRDR, le projet concernera les régions de Kayes, Tombouctou, Gao, Kidal et le District de Bamako et visera quelques 2000 jeunes. D'une durée de 24 mois, il est financé par l'UE avec 300.000 EUR. [Ici](https://www.facebook.com/duemali/posts/1754518918113947) vous pouvez trouver plus d’info.

**Autres exemples de projets soutenus par l'UE au Mali**

**-Améliorer la situation nutritionnelle des enfants du Mali,** mis en œuvre par CARE International et YA-G-TU (Mali ONG) de 2008 - 2012 a Le Plateau Dogon (933 508 EUR). Le projet a pour but d’améliorer durablement la situation nutritionnelle des enfants de 0 à 5 ans et des femmes à l’âge de procréation, former les villageois, les agents de santé et communaux sur le dépistage de la malnutrition, et les bonnes pratiques nutritionnelles.

**-Consolider la cohésion sociale et l'emploi des jeunes vulnérables dans les zones frontalières du Burkina Faso, du Mali et du Sénégal,** mis en œuvre par Groupe de Recherche et d’Appui à l’autopromotion des Populations en Afrique de 2015 à 2017 (776 258 EUR). Le projet a pour but de contribuer à élargir les opportunités en matière d'emploi et d'activités génératrices de revenus pour les pauvres en vue d'y atténuer l'extrême pauvreté et la faim, et de participer à la consolidation de la cohésion sociale et à l'insertion socio-économique des jeunes vulnérables dans les zones frontalières en faveur du renforcement de la résilience de ces jeunes et de la prévention efficace des crises.

**-Appui aux familles vulnérables dans deux zones cotonnières du Mali,** mis en œuvrepar Vétérinaires sans Frontières- Centre International de Coopération pour le Développement Agricole (France)de 2007-2011 dans les régions de Kayes et Sikasso **(**Contribution de l'UE 740 000 EUR, 75% du total). Objective : Améliorer les conditions de vie de 1 500 familles vulnérables (12 000 personnes) et les revenus des éleveurs, en particulier des femmes, à travers un accès durable aux moyens de production.

1. Benin, Burkina Faso, Cape Verde, Côte d'Ivoire, The Gambia, Ghana, Guinea, Guinea-Bissau, Liberia, Mali, Mauritania, Niger, Nigeria, Senegal, Sierra Leone and Togo [↑](#footnote-ref-1)
2. Aussi, dans le cadre de l’instrument de coopération au développement (ICD), en 2015, un appel a été publié dans le nouveau programme thématique « Biens publics mondiaux et défis qui les accompagnent (GPGC abréviation en Anglais). L’appel a eu comme objectif la sécurité alimentaire et nutritionnelle et l’agriculture durable. Actuellement il n’y pas plus d’information disponible sur les fonds prévus pour les 2016 et 2017. [↑](#footnote-ref-2)
3. More information can be found at [EU Delegation to Mali](http://eeas.europa.eu/delegations/mali/index_fr.htm) [↑](#footnote-ref-3)